



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Arrêté préfectoral portant mise en demeure Société SAS CONCOURS Commune de Warluis

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 et notamment les articles 15 et 17 de l'annexe II qui disposent :

Article 15 :

« Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...] » ;

Article 17 :

« [...] La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. [...] » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 autorisant la société BRAND NORD PICARDIE à exploiter une plateforme logistique à Warluis et notamment les articles III.4.1 et III.4.6 qui disposent :

Article III.4.1 :

« L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'incendie ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre. » ;

Article III.4.6 :

« [...] L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

le dispositif de confinement prévu à cet effet doit être maintenu étanche et en bon état et doit présenter une capacité de rétention suffisante sans être inférieure à 1 000 m³. [...] » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 10 août 2005 de BRAND NORD PICARDIE au profit de la SCI BRIE COMPTE ROBERT ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 26 juillet 2017 de la SCI BRIE COMPTE ROBERT au profit de la société SAS CONCOURS ;

Vu le rapport du 30 octobre 2024 de vérification électriques (Q18) concernant les installations électriques des cellules B et C ;

Vu le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie du 21 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 19 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, confirmant le maintien des « faits non conformes » ayant donné lieu à la mise en demeure ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a déclaré qu'il ne savait pas où se situe la vanne permettant l'envoi des eaux d'extinction dans le bassin de rétention ;
- l'exploitant n'est donc pas en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III.4.6 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé ;

3. Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le rapport du 30 octobre 2024 de vérification électriques (Q18) concernant les installations électriques des cellules B et C susvisé indique que les installations électriques peuvent entraîner un risque d'incendie ou d'explosion ;
- les installations électriques ne sont donc pas entretenues en bon état dans les cellules B et C ;

4. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

5. Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie du 21 novembre 2024 susvisé indique que le système de sécurité incendie est dans un état non satisfaisant ;
- l'exploitant n'a pas pris toutes dispositions pour détecter les risques d'incendie ;

6. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III.4.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé ;

7. Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- des recharges de batteries sont réalisées dans les cellules de stockage à proximité de matières combustibles ;

- l'exploitant n'a pas démontré l'absence de risques liés à des émanations de gaz dues à la recharge de batterie ;

8.Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

9.Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils augmentent le risque d'incendie et les conséquences d'un tel événement notamment en termes de pollution des eaux et des sols ;

10.Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS CONCOURS de respecter les prescriptions et dispositions des articles III.4.1 et III.4.6 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé et des articles 15 et 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SAS CONCOURS, dont le siège social est situé au 7 rue de l'amiral d'Estaing, 75016 Paris, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à Warluis, de respecter les dispositions de l'article III.4.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé en corrigeant les non-conformités relevées sur la détection incendie et en transmettant les éléments attestant de son bon fonctionnement sous 3 mois.

Article 2 :

La société SAS CONCOURS, dont le siège social est situé au 7 rue de l'amiral d'Estaing, 75016 Paris, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à Warluis, de respecter les dispositions de l'article III.4.6 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé en mettant en place un dispositif de confinement permettant de retenir les eaux d'extinction incendie pour un volume minimal de 1 000 m³ sous 3 mois.

Article 3 :

La société SAS CONCOURS, dont le siège social est situé au 7 rue de l'amiral d'Estaing, 75016 Paris, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à Warluis, de respecter les dispositions de l'article 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en corrigeant les non-conformités relevées sur les installations électriques des cellules B et C et en transmettant un rapport de vérification électrique attestant de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion liés aux installations électriques présentes dans les cellules B et C sous 3 mois.

Article 4 :

La société SAS CONCOURS, dont le siège social est situé au 7 rue de l'amiral d'Estaing, 75016 Paris, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à Warluis, de respecter les dispositions de l'article 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en démontrant l'absence de risques liés aux émanations de gaz des zones de charge et en aménageant les zones de charge afin que celles-ci soient distantes de 3 mètres de toute matière combustible et protégées contre les risques de court-circuit.

Article 5 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 7 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Warluis pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Warluis fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Warluis, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **14 JAN. 2025**
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société SAS CONCOURS

Madame la Maire de la commune de Warluis

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement s/c de monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

